



Archives de sciences sociales des religions 2012-2015

La communauté, mot-piège ? Après les attentats de Montauban et de Toulouse (France, mars 2012)

Community, a loaded word?

Rita Hermon-Belot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/23681>

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Référence électronique

Rita Hermon-Belot, « *La communauté, mot-piège ? Après les attentats de Montauban et de Toulouse (France, mars 2012)* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 2012-2015, mis en ligne le 27 avril 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/23681>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Archives de sciences sociales des religions

La communauté, mot-piège ? Après les attentats de Montauban et de Toulouse (France, mars 2012)

Community, a loaded word?

Rita Hermon-Belot

- 1 Il peut paraître déplacé, devant l'horreur, de vouloir discuter du sens des mots. Mais c'est justement dans les grandes émotions que beaucoup de choses se disent. Et les mots prennent alors une force d'autant plus grande qu'ils s'insinuent et s'impriment dans des esprits alarmés. Ils y acquièrent une légitimité qui semble aller de soi et ne pas devoir être interrogée.
- 2 C'est dans ces moments qu'il faut être le plus vigilant. Je voudrais ici m'adresser tout particulièrement aux femmes et hommes politiques et à tous les acteurs des médias qui par les termes dont ils usent façonnent les catégories dans lesquelles sont perçus et pensés les problèmes que rencontrent nos sociétés.
- 3 Avec sollicitude et dans une incontestable volonté d'empathie, on n'a cessé ces derniers jours de parler de la « communauté » juive française. A-t-on raison ? Ne manie-t-on pas là avec les meilleures intentions du monde un matériau porteur de dangers ?
- 4 Évoquer *une* communauté suggère une forme de définition commune à tous ceux qui en France se réclament d'une appartenance au judaïsme. Alors que ces définitions peuvent être si diverses, confessionnelle ou pas, culturelle, historique et même ethnique aux yeux de certains, qui sont sans doute dans notre pays peu nombreux. Et si l'on veut s'en tenir à la seule définition confessionnelle, celle-ci serait-elle d'une seule nature ? Il n'y aurait ainsi qu'une manière, clairement identifiée, d'être religieusement juif ?
- 5 Ceci a bien existé dans l'histoire française, mais par la force. Le système « consistorial » instauré par Napoléon a effectivement mis en place dans les premières années du XIXe siècle une organisation pyramidale, à la fois régionale et centralisée, du culte dit « israélite », un terme par lequel juifs et non-juifs espéraient ouvrir des horizons nouveaux et en finir avec les connotations négatives qui avaient pu frapper le judaïsme

en France et dans toute l'Europe chrétienne. De fait, cette organisation du judaïsme s'insérait dans un cadre qui englobait l'ensemble des cultes considérés alors comme les plus importants sur le sol français, catholique, réformé, luthérien, « israélite ». Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'elle instaure une véritable égalité entre le culte juif et les cultes chrétiens.

- 6 Le caractère commun à toutes ces organisations culturelles était que l'État qui les contrôlait d'une main de fer leur accordait en échange le monopole de la pratique dans le pays. Pas de culte israélite légalement autorisé dans le XIXe siècle français en dehors du Consistoire. En ce sens, l'État français créait véritablement une communauté juive unifiée à partir d'une mosaïque de « communautés », les « nations » juives de l'Ancien régime, très différentes les unes des autres depuis les « Portugais » du Sud-Ouest, bien intégrés à leur milieu non-juif et les « Allemands » d'Alsace et de Lorraine, pour la plupart très pauvres et en butte à une vive hostilité du milieu local.
- 7 Mais la loi de 1905, l'une des pièces maîtresses du cadre légal de la laïcité, a mis fin pour les juifs comme pour les autres à cette hégémonie des organisations napoléoniennes. En laissant aux fidèles le soin de créer leurs propres « associations culturelles », la loi crée les conditions d'une véritable égalité, non seulement entre les cultes, mais entre les différentes expressions et courants en leur sein.
- 8 Le Consistoire reste à l'heure actuelle la plus importante organisation juive en nombre et celle qui dispose du plus vaste réseau national. Il peut à ce titre servir d'interlocuteur commode aux pouvoirs publics. Il ne constitue toutefois que l'une des formes religieuses du judaïsme en France, qu'une « communauté » parmi bien d'autres. Même si la fonction est exercée aujourd'hui par un homme de grande ouverture et que beaucoup de juifs pratiquants se reconnaissent certainement en lui, le « Grand rabbin de France » est en fait le Grand rabbin du Consistoire central et ne saurait être pris pour une sorte de Primat des Gaules juif. La seule représentativité pour l'ensemble des juifs de France appartient au CRIF qui est une structure fédérative rassemblant toutes sortes de communautés et organisations, culturelles ou laïques. Et encore, toutes les personnes se réclamant du judaïsme en France sont bien loin d'être affiliées à des organismes appartenant eux-mêmes au CRIF.
- 9 Ces communautés recouvrent des sensibilités et des pratiques très diverses, des plus conservatrices au plus réformatrices, avec des positions tout aussi diverses sur des grandes questions comme la bioéthique, le mariage des homosexuels, sur l'investissement dans le dialogue interreligieux, ou encore sur le sens à donner à une expression comme celle de « peuple élu », sur le rapport à Israël et surtout aux politiques menées par les différents gouvernements israéliens.
- 10 Il faut préciser que cette manière à la fois englobante et réductrice d'envisager une communauté juive française au singulier est particulière à notre pays. Aux États-Unis particulièrement, le judaïsme n'est pas plus vu de cette manière qu'aucune autre tradition ou plutôt dénomination religieuse, selon un terme hérité de l'histoire protestante du pays mais somme toute tout à fait heureux pour ce qu'il préserve d'initiative, de diversité et de liberté de mouvement des intéressés.
- 11 Cet usage français est sans doute le résultat de plusieurs facteurs qui sont tout d'abord des héritages historiques : l'héritage du XIXe siècle qui a été le grand moment de l'acclimatation de la pluralité religieuse en France, mais sous la forme d'une pluralité contingente et contrôlée par l'État ; et un héritage bien plus ancien, une façon de

concevoir le religieux à travers des catégories qui ont été forgées par le catholicisme. Ces héritages sont aujourd'hui encore d'autant plus efficaces que leur usage n'est pas délibéré ; mais il s'avère contraire à l'esprit de la laïcité.

- 12 Les urgences du présent exigent de casser aujourd'hui ce carcan pour avoir à l'esprit la diversité des communautés que la République accueille. Cette responsabilité nous revient parce que les enjeux que recouvrent ces appellations et les représentations qu'elles suscitent s'inscrivent depuis plusieurs années dans un contexte de plus en plus tendu et ouvrant à la plus extrême violence, comme nous venons d'en faire la cruelle expérience.
- 13 Le fait même que ne viendrait à personne l'idée de parler de « communauté catholique » ou même de « communauté protestante » si les membres ou les intérêts des fidèles de ces religions étaient menacés devrait nous alerter. Une telle désignation est essentiellement réservée aux juifs et aux musulmans. Les uns et les autres n'ont pourtant pas la même histoire, mais le même traitement leur est réservé et, dans les deux cas, ces désignations font écran à l'extrême diversité des courants qui parcourent ces univers religieux et culturels dans lesquels se jouent des identités multiples. A l'intérieur, elles donnent la prime aux tendances les plus « identitaires », qui ne sont pas forcément les plus représentatives. A l'extérieur, elles prêtent à la méconnaissance, à l'effusion dans les moments d'émotion partagée, mais aussi, le plus souvent à l'amalgame et à la stigmatisation. Au bout du compte, elles bloquent toute réflexion sur le sens possible, du point de vue de la réalité de l'expérience sociale, du sentiment de la communauté, qui résiste pourtant et peut regagner un sens dans la perspective d'une approche anthropologique, entravée par ces projections idéologiques.
- 14 Notre pays a encore une autre particularité, celle d'être de tous les pays européens, celui qui compte parmi ses habitants le plus grand nombre de juifs et de musulmans, quelle que soit la façon dont ceux-ci entendent se rattacher à ces traditions. Dessiner ainsi deux communautés, juive et musulmane, fait courir le risque de la polarisation sur fond d'importation des conflits du Moyen-Orient et parfois d'identification à leurs protagonistes.
- 15 Ces remarques ne visent pas du tout à nier l'existence de communautés juives, musulmanes ou relevant de nombre d'autres dénominations religieuses en France, mais des communautés au pluriel, communautés locales ou communautés d'affinité là où les possibilités de choix existent.
- 16 S'adresser à *une* communauté a peut-être un pouvoir plus évocateur et plus propice à la catharsis. Mais pour un regard plus lucide et plus juste sur les juifs et sur les musulmans en France, comme d'ailleurs sur toutes les autres dénominations religieuses, nous ferions mieux de tirer parti de toutes les ressources que nous offre notre cadre légal et particulièrement la loi de 1905. Il nous faut passer de cette communauté imaginée à des communautés plurielles, objets d'une connaissance qui survive à l'émotion et peut-être, à partir de là, d'une reconnaissance.